



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

## MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

### RÈGLEMENT DE CONSULTATION

#### MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE

(en application des articles L.1113-1, L.2300-1, L.2320-1, L.2323-1 et R.2323-1 à R.2323-4 du code de la commande publique)

#### Acheteur public

État - Ministère des Armées et des Anciens combattants  
Secrétariat Général pour l'Administration  
Direction Centrale du Service Infrastructure de la Défense  
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est

#### Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur du Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est  
1, rue du Maréchal Lyautey – CS 92005  
57044 METZ Cedex 01

#### Objet du marché

**MOURMELON LE GRAND (51)**  
Quartier Delestraint – 501<sup>ème</sup> RCC – Bâtiment 0043  
Réhabilitation de travées de remisage VHL en ateliers APC (Armement Petit Calibre)  
et OSAN (Optique Système d'arme et NBC).

DAF\_2026\_000236

#### Remise des offres

**Date limite de réception : 17 août 2026 avant 13 h 00**

<b>SERVICE ACHETEUR .....</b>	<b>5</b>
1-1. DESCRIPTION DU MARCHÉ.....	5
1-2. LIEU D'EXECUTION DU MARCHÉ .....	5
1-3. QUANTITE OU ETENDUE GLOBALE DU MARCHÉ .....	5
1-4. DECOMPOSITION DU MARCHÉ EN LOTS, EN TRANCHES ET EN SECTIONS TECHNIQUES .....	6
1-5. DUREE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXECUTION.....	6
1-6. MAITRISE D'ŒUVRE .....	6
1-7. ORDONNANCEMENT – PILOTAGE – COORDINATION (OPC).....	6
1-8. AUTRES INTERVENANTS .....	6
1-9. DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX INTERESSANT LES ARMEES.....	7
1-10. MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE .....	8
1-11. DEVELOPPEMENT DURABLE .....	8
1-12. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DU MARCHÉ – INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE : ..	9
1-13 – DISPOSITIF SOCIAL DU MILITAIRE BLESSE .....	9
1-14. DEMARCHE DE CERTIFICATION « RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES (RFR) » ET DE LABELLISATION « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES (RFAR) ».....	9
1-15. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC .....	9
1-16. INCITATION AU SOUTIEN A L'ACTIVITE RESERVE ET A LA GARDE NATIONALE.....	9
2-1. PROCEDURE.....	10
2-2. NEGOCIATION.....	10
2-3. ANALYSE DES PLIS.....	11
2-4. VARIANTES .....	11
2-5. COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	11
2-6. PRESTATIONS SIMILAIRES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT AU TITRE DE L'ARTICLE R.2322-12 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE .....	11
3-1. MODALITES DE FINANCEMENT .....	11
3-2. PRIX DU MARCHÉ.....	11
3-3. CAUTIONS ET GARANTIES DEMANDEES .....	11
3-4. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT .....	11
3-5. FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVETIR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ : .....	11
4-1. CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION .....	12
4-2. MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION .....	12
4-3. CONDITIONS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	12
4-4. VISITE DES LIEUX .....	13
4-5. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	13
4-6. DEMATERIALISATION DES MARCHES PUBLICS .....	13
5-1. LE CANDIDAT EFFECTUE LA TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE .....	15
5-2. LA SIGNATURE ELECTRONIQUE .....	16
5-3. MODALITES DE TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE (CLE USB OU SUPPORT PAPIER).....	17
6-1. DOSSIER CANDIDATURE .....	19
6-2. PRESENTATION DE L'OFFRE.....	21
6-3. PLI DE SAUVEGARDE .....	22
7-1. LA NOTATION DU CRITERE PRIX .....	22
7-2. LA NOTATION DU CRITERE VALEUR TECHNIQUE.....	22
7-3. LA NOTATION DU CRITERE CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES .....	23
9-1. FORMALITES : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ.....	25
9.2. TRANSMISSION DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVES.....	26
9.3. FIN DE PROCEDURE ET NOTIFICATION .....	26

**ANNEXES :**

- 1/ Attestation de mise à disposition de capacités
- 2/ Modèle certificat de visite des lieux
- 3/ Fiche de renseignements

**PREAMBULE : INFORMATIONS POUR LA PRISE EN COMPTE DE LA DÉMATÉRIALISATION DES ACHATS DE L'ÉTAT**

En application des dispositions prévues à l'article R.2332-11 du Code de la commande publique (CCP), dans le cadre de cette consultation, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et à l'offre) sont transmis uniquement par voie électronique. **Ainsi, le candidat qui transmettrait son pli sous un support autre que celui du profil d'acheteur (via la PLACE) verra son offre jugée irrégulière** au sens de l'article L.2352-1 du Code de la commande publique.

Les différents échanges et communications en cours de procédure interviennent également par voie électronique. **Sur ce point, l'attention du soumissionnaire est appelée sur le fait que l'adresse mail utilisée dans le cadre de ces échanges sera l'adresse ayant servi au retrait du dossier de consultation ou au dépôt du pli.**

Les documents de la consultation dont la signature électronique est requise doivent être signés électroniquement avec un certificat de signature conforme au RGS ou équivalent. A cet effet, il est conseillé aux soumissionnaires de se munir d'un certificat de signature électronique au moment de la remise du pli.

Il est à noter qu'au titre de l'article R.2332-14 du CCP, les candidats peuvent adresser une copie de sauvegarde sur un support physique électronique (clé USB) ou papier. Cette copie de sauvegarde pourra être prise en compte uniquement dans les cas suivants :

- lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple, aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public ;
- lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne doit pas être utilisé : la copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature – ou l'offre – principale, qui se substitue complètement au document arrivé hors délai ou qui n'a pas pu être ouvert.

**En conséquence, le SID Nord-Est met en œuvre la mise en consultation et la dématérialisation via PLACE (PlateForme des AChats de l'État) de toutes les procédures de passation des marchés > 40 k€ HT impliquant :**

1. la mise en ligne des consultations > 40 k€ HT dans PLACE ;
2. les échanges dématérialisés systématiques et obligatoires avec les entreprises via PLACE (demandes d'informations, réponses, modificatifs au RC...) ;
3. la réception des offres électroniques et téléchargement et ouverture des plis dématérialisés via PLACE ;
4. la signature électronique du marché pour notification à l'entreprise via PLACE : la date de l'accusé réception générée automatiquement par la plateforme vaut date de notification du marché public.

***Est-il possible de déposer une candidature de manière dématérialisée sans signer électroniquement ? OUI.***

**La signature électronique de l'acte d'engagement, au stade de la remise des offres, n'est pas obligatoire. Elle reste toutefois conseillée, notamment si le candidat dispose déjà d'un certificat de signature électronique valide.**

NB : La signature électronique est requise. Toutefois, à titre exceptionnel, en cas d'incapacité/difficulté matérielle avérée, la signature manuscrite du marché par le RPA (ou son représentant) et/ou par l'opérateur économique peut être acceptée.

**SERVICE ACHETEUR****A- Nom et adresse de l'acheteur public**

<b>Adresse géographique</b>	<b>Adresse postale</b>
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est Sous-direction achats exécution budgétaire comptabilité Section achats de Châlons-en-Champagne Bâtiment 01 - 1er étage gauche 03, Rue de la Charrière 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE	Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est Sous-direction achats exécution budgétaire comptabilité Section achats de Châlons-en-Champagne 03, Rue de la Charrière - CS 30353 51022 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX

**B- Points de contact**

Voir article 10 du présent règlement de consultation.

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION****1-1. Description du marché**

La présente consultation a pour objet l'exécution de travaux de rénovation de la deuxième moitié du bâtiment 043 en atelier optique et atelier armement à Mourmelon-le-Grand.

Nomenclature CPV : 45213252-4 – Travaux de construction d'ateliers.

**1-2. Lieu d'exécution du marché**

Les travaux seront exécutés dans le bâtiment 043 du quartier Delestraint à MOURMELON-LE-GRAND (51).

**1-3. Quantité ou étendue globale du marché****1-3.1 Travaux à réaliser**

Les travaux seront réalisés conformément aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ils comprennent notamment des travaux :

- de voirie et de réseaux divers (VRD),
- de démolition,
- de maçonnerie,
- de couverture,
- de bardage,
- d'isolation,
- de carrelage,
- de peinture,
- de menuiserie,
- d'électricité,
- de CADIVS,
- de plomberie, chauffage, ventilation et climatisation.

**1-3.2 Valorisation des déchets issus de la démolition**

Sans objet.

**1-4. Décomposition du marché en lots, en tranches et en sections techniques**

Découpage du marché	OUI	NON
En lots		X
En tranches		X
En sections techniques	X	

Détail des sections techniques :

Numéro ST	Désignation
ST N° 1	VRD
ST N° 2	Gros œuvre
ST N° 3	Bardage et isolation extérieure
ST N° 4	Revêtement céramique
ST N° 5	Peinture
ST N° 6	Menuiseries intérieures et extérieures
ST N° 7	Electricité / SSI / CADIVS (Contrôle d'Accès Détection Intrusion et Vidéo Surveillance)
ST N° 8	Plomberie / Chauffage / Ventilation / Climatisation

**1-5. Durée du marché et délai d'exécution**

A titre indicatif, les travaux commenceront vers le 1er trimestre 2027.

La durée globale du marché est de 7 mois.

La période de préparation n'est pas incluse dans le délai d'exécution du marché. Elle a une durée de 2 mois et son commencement sera fixé par ordre de service.

Les travaux seront exécutés dans le délai de 5 mois, à compter de la date qui sera fixée par ordre de service.

**1-6. Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Sous-Direction Investissement du Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est, représentée par le chef du Bureau Maîtrise d'Œuvre (BMO) de Châlons-en-Champagne, qui est chargée d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les études d'exécution, ainsi que les dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E), sont à la charge des entreprises.

**1-7. Ordonnancement – pilotage – coordination (OPC)**

La coordination interne des travaux du marché incombe au titulaire du marché.

**1-8. Autres intervenants**

Coordonateur Sécurité et Protection de la Santé (SPS)

Bureau Veritas Construction

54 rue René CASSIN – 51430 BEZANNES

### **1-9. Dispositions relatives aux travaux intéressant les armées**

Le présent dossier intéressant les armées, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions de l'article 1-3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter, du fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence.

#### ***1.9.1 Autorisation d'accès dans sites et zones du ministère des Armées et des Anciens combattants***

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire (CP) pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- demande de CPR en version numérique remplie, non signée, au format natif ;
- demande de CPR remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF ;
- scan de la carte d'identité en version PDF.

**Nota** : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir obtenu la validation de son CPR. De ce fait, le chantier ne pourra débuter qu'à partir du moment où les CPR seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

À l'issue de l'enquête, chaque personnel se verra attribuer de l'un des statuts suivants :

- « accès autorisé » ;
- « accès avec réserves » ;
- « interdit d'accès ».

Pour ces deux derniers statuts, le titulaire du marché se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s) et devra proposer d'autres personnes à soumettre au CPR.

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. **Le titulaire du marché assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.**

#### ***1.9.2- Marché sensible***

L'exécution du marché relève des contrats sensibles conformément aux dispositions de l'annexe 33 de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire devra s'engager à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

De même, chaque personne physique devant intervenir devra au préalable fournir à l'administration une déclaration individuelle attestant notamment qu'elle a pris connaissance des dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.

**La recevabilité de la candidature est subordonnée pour les candidats (et pour chaque société en cas de groupement d'opérateurs économiques), à la fourniture des documents mentionnés à l'article 6.1.4 du présent RC.**

L'attribution du marché identifié « Marché Sensible » (MS) est obligatoirement subordonnée à la validation du contrôle primaire de la personne morale (CPPM).

Dans le cadre de l'instruction de la demande de contrôle primaire pour le candidat, un avis avec réserve ou défavorable du service enquêteur compétent pour le ministère des Armées et des Anciens combattants peut conduire le maître d'ouvrage ou son délégataire à écarter la candidature concernée.

### **1-10. Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé**

Dans le cadre d'une éventuelle pandémie, l'offre tiendra compte des mesures à respecter et à appliquer permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés œuvrant sur le chantier. Pour cela, les candidats se conformeront :

- au guide de préconisations réalisé par l'OPPBTB, validé par le gouvernement, rendu public le 2 avril 2020 modifié, permettant l'activité du secteur du BTP, tout en assurant la sécurité des salariés ;
- au PGC qui détermine les préconisations nécessaires pour assurer le respect des gestes barrières.

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II est assurée par :

BUREAU VERITAS  
54 rue René CASSIN 51430 BEZANNES  
[julien.ory@bureauveritas.com](mailto:julien.ory@bureauveritas.com)

Les mesures particulières applicables au marché sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

### **1-11. Développement durable**

En application des dispositions des articles L.2311-1 et L.2312-1 du code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché intègrent des éléments à caractère environnemental, qui prennent en compte des objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre et respecter les mesures suivantes, conformément au cahier des charges :

#### **Gestion des déchets**

- Application du SOGED remis avec l'offre ou, le cas échéant, dans sa dernière version résultant de modifications éventuelles en cours d'exécution du marché.

#### **Isolation thermique en laine de bois**

- Utilisation d'isolants thermiques en laine de bois issus de matières premières biosourcées et renouvelables.

#### **Peintures intérieures**

- Mise en œuvre exclusive de peintures biosourcées pour les ouvrages intérieurs.

Conformément aux articles L. 2312-1 et R. 2311-6 du code de la commande publique, le marché public comprend des clauses environnementales comme condition d'exécution et spécificité technique notamment en matière de gestion de déchets de chantier et de protection de l'environnement décrits aux articles suivants :

- 3.8 du CCTP - Dispositions Générales,
- 2.4.4 du CCTP – ST3 Bardage et isolation extérieure,
- 8.5 du CCTP – ST5 Peinture.

En cas de non-respect des obligations définies dans ces documents, des pénalités pourront être appliquées, conformément à l'article 4.6.3 du C.C.A.P du présent marché.

**1-12. Conditions particulières d'exécution du marché – Insertion par l'activité économique :**

Sans objet.

**1-13 – Dispositif social du militaire blessé**

Sans objet.

**1-14. Démarche de certification « relations fournisseurs responsables (RFR) » et de labellisation « relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) »**

Le ministère des Armées et des Anciens combattants a obtenu le label «relations fournisseurs et achats responsables» (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label «relations fournisseurs et achats responsables» (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des Armées et des Anciens combattants de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

**1-15. Certificat de bonne exécution du marché public**

Le maître d'ouvrage peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution du marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du Maître d'ouvrage qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendus n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- le contrat est résilié aux torts du titulaire.

**1-16. Incitation au soutien à l'activité réserve et à la garde nationale**

Le ministère des Armées et des Anciens combattants souhaite favoriser et valoriser la garde nationale, créée le 13 octobre 2016, qui est un nouveau modèle de sécurité citoyenne adossé à la base des réserves opérationnelles de premier niveau des armées et des formations rattachées relevant du ministère des Armées et des Anciens combattants, les réserves opérationnelles de premier niveau de la gendarmerie nationale et la réserve civile de la police nationale, relevant du ministère de l'intérieur.

A ce titre, outre les dispositions légales qui obligent les employeurs civils à libérer leurs collaborateurs-réservistes 5 jours par année civile dans le cadre de leur activité de réserve, le titulaire est invité à mettre en œuvre des dispositions favorables à la disponibilité et à la réactivité de leurs collaborateurs-réservistes. Ils

peuvent à cet effet signer une convention de soutien à la politique de la réserve militaire avec le ministère des Armées et des Anciens combattants.

Ces conventions ont comme objectifs de faciliter la disponibilité et la réactivité des salariés de l'entreprise titulaire d'un engagement à servir dans la réserve (ESR), maintenir, tout ou en partie, les conditions de rémunération des salariés-réservistes pendant leurs activités militaires, resserrer les liens entre l'entreprise et les forces armées par l'intermédiaire de ces réservistes et du référent-défense désigné dans l'entreprise, l'interlocuteur direct du secrétariat général de la garde nationale et mettre en place le socle d'un partenariat durable entre la Défense et l'entreprise permettant le développement de diverses formes de coopération.

L'entreprise signataire d'une convention peut en contrepartie bénéficier de certains avantages (liste non exhaustive) :

- assimilation de certaines périodes de réserve à la formation professionnelle continue et la récupération des coûts salariaux correspondants,
- inscription à des formations et des stages proposés par le ministère des Armées et des Anciens combattants,
- intégration des valeurs portées par la réserve au sein de la responsabilité sociale (RSE),
- attribution de la qualité « de partenaire de la Défense nationale »,
- accès à l'information relative à la Défense et à la sécurité nationale,
- connexion au réseau des entreprises partenaires de la Défense,
- accès au prix de la réserve militaire, prix remis chaque année par le ministère des Armées et des Anciens combattants ou son représentant afin de récompenser une entreprise qui a particulièrement œuvré pour la réserve militaire durant l'année écoulée,
- bénéfice du savoir-faire et du savoir-être que les collaborateurs-réservistes développent : gestion du stress, dépassement de soi, engagement, adaptabilité, disponibilité, loyauté, management, esprit d'équipe, souci du reporting, éthique et compliance, expertises techniques...,
- épanouissement et équilibre des collaborateurs-réservistes par la reconnaissance de leur engagement civique.

Le secrétariat général de la garde nationale vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : [contact@garde-nationale.gouv.fr](mailto:contact@garde-nationale.gouv.fr), et les sites internet : <https://www.reservistes.defense.gouv.fr> et <https://www.defense.gouv.fr/reserve>.

## ARTICLE 2 – PROCEDURE

### 2-1. Procédure

Le marché est passé selon la procédure adaptée, en application des articles des articles R.2323-1 à R.2323-4 du code de la commande publique.

### 2-2. Négociation

Le marché étant passé selon la procédure adaptée, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les trois candidats les mieux classés à l'issue de l'étude initiale des offres. Un nouveau classement sera établi après négociation et déterminera l'attributaire du marché.

Si le nombre d'offres conformes et classées est inférieur à trois, la négociation pourra quand même être engagée.

NOTA : le RPA se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

### **2-3. Analyse des plis**

Le maître d'ouvrage analyse les seuls plis qui seront reçus au plus tard à la date et à l'heure limite fixées en page de garde du présent document.

S'il est constaté que le dossier de candidature est incomplet, la personne publique peut demander, par écrit, aux candidats, de régulariser le contenu de ce dernier, dans les conditions fixées par les articles R.2344-1 à R.2344-4 du code de la commande publique.

### **2-4. Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **2-5. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Sans objet.

### **2-6. Prestations similaires susceptibles d'être passées ultérieurement au titre de l'article R.2322-12 du code de la commande publique**

Sans objet.

## **ARTICLE 3 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT**

### **3-1. Modalités de financement**

Le présent marché est financé sur le budget de l'État et payé par virement administratif, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement du titulaire.

### **3-2. Prix du marché**

Le présent marché sera conclu à prix global et forfaitaire.

### **3-3. Cautions et garanties demandées**

Sans objet.

### **3-4. Modalités essentielles de paiement**

- A) Avance sous conditions, correspondant à 30 % du montant du marché.
- B) Acomptes mensuels par virements.
- C) Prix révisables.

### **3-5. Forme juridique que devra revêtir l'attributaire du marché :**

Le marché sera conclu :

- soit avec un opérateur économique unique,
- soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Il est interdit de présenter une offre en agissant à la fois en tant que candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, aucune forme juridique n'est imposée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.

La composition du groupement ne pourra être modifiée, entre la date de remise des offres et la date de signature du marché, que dans les conditions prévues aux articles R.2342-14 du code de la commande publique.

## ARTICLE 4 - LES REGLES DE LA CONSULTATION

### **4-1. Contenu du dossier de la consultation**

Le dossier de consultation (pièces fournies gratuitement aux candidats) comprend les documents suivants :

- le présent règlement de consultation et ses annexes :
  - cadre de mise à disposition des capacités ;
  - modèle de certificat de visite des lieux ;
  - fiche de renseignements.
- les formulaires DC1, DC2 et DC4 ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
  - arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense ;
  - Plan Général de Coordination (P.G.C.) ;
  - le guide de démarrage SUBCLIC (Déclaration de sous-traitance).
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Dossier de plan (16 plans)
  - Rapport de repérage amiante
  - Diagnostics structure
  - Charte graphique
- Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Acte d'engagement (AE)

### **4-2. Modifications du dossier de la consultation**

Le Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est se réserve le droit d'apporter, au plus tard **six (6) jours** avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Le décompte du délai se fait à partir de la date d'envoi de l'additif.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **4-3. Conditions de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est disponible et peut être téléchargé sur le site : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence de la consultation, projet n° DAF\_2026\_000236.

#### **4-4. Visite des lieux**

**La visite des lieux est obligatoire.**

Les entreprises devront, pour se rendre sur le site, adresser une demande écrite aux deux adresses suivantes :

- [anthony.guillard@intradef.gouv.fr](mailto:anthony.guillard@intradef.gouv.fr)
- [sid-nord-est-sdac-cls.ach.fct@intradef.gouv.fr](mailto:sid-nord-est-sdac-cls.ach.fct@intradef.gouv.fr)

Un préavis de 48 heures devra être respecté.

**Une attestation de visite des lieux sera délivrée**, signée d'un représentant du service, et devra être jointe à l'offre. **Son absence pourra entraîner l'élimination de l'offre.**

#### **4-5. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de **six mois**.

Il court à compter de la dernière date limite de remise des offres.

**En participant à cette consultation, le candidat s'engage sur l'offre technique et financière qu'il présente.** S'il est déclaré attributaire et qu'il n'a pas transmis d'acte d'engagement signé dans son offre, il devra signer l'acte d'engagement qui lui sera présenté par le représentant du pouvoir adjudicateur lors de l'attribution du marché (cf article 9.1 du présent règlement).

#### **4-6. Dématérialisation des marchés publics**

La "dématérialisation des marchés publics" se traduit par l'utilisation de la voie électronique pour tous les échanges qui interviennent dans le processus d'achat public (accès à la consultation, remise des documents relatifs à la candidature et à l'offre, demande et échanges d'informations, demande de précision, déliement d'offre, lettre de rejet, lettre d'attribution et notification).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la dématérialisation de la procédure, ***l'adresse mail utilisée dans le cadre de ces échanges sera l'adresse ayant servi au retrait du dossier de consultation.***

Les documents, dont la signature électronique sera requise lors de l'attribution, doivent être signés électroniquement. L'obtention d'un certificat de signature électronique est à la charge de chaque candidat.

Concernant l'acquisition des certificats, un délai de 8 à 15 jours est évoqué, sous condition de la production d'un dossier complet. La remise peut aller jusqu'à trois semaines, il est donc nécessaire d'anticiper la demande.

Ainsi, l'acheteur conseille à chaque soumissionnaire de se munir d'un certificat de signature électronique au moment de la remise du pli. Il lui faut simplement vérifier que le certificat figure bien sur la liste européenne et qu'il correspond au niveau minimum exigé pour les marchés publics (cf. arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique accessible sur le site [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr)), soit une signature avancée reposant sur un certificat qualifié<sup>1</sup>.

#### **Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son offre**

Les paramètres à prendre en compte par le candidat : les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

#### **La boîte aux lettres du candidat (BAL)**

**Attention** : certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme. Les candidats doivent être vigilants sur ce point et vérifier également que

---

<sup>1</sup> L'arrêté du 12 avril 2018 laisse la possibilité d'utiliser un certificat de signature électronique de type RGS au-delà du 1<sup>er</sup> octobre 2018, le temps de sa validité.

les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigées vers les « *courriers indésirables* ». L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des AChats de l'État (PLACE) notamment, [nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

### **Manuel d'utilisation**

Un manuel d'utilisation est disponible sur le site afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site.

### **Difficultés :**

En cas de difficultés sur la Plateforme des AChats de l'Etat (PLACE), l'assistance téléphonique est joignable au 01.76.64.74.07.

Une assistance en ligne est mise à la disposition des entreprises depuis le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide> ou via une languette « Assistance » située à droite de l'écran.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES DE REMISE DES PLIS**

En application des dispositions prévues à l'article R.2332-11 du code de la commande publique, **dans le cadre de cette consultation, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et à l'offre) doivent être transmis uniquement par voie électronique.**

Le dépôt électronique des plis s'effectue sur le profil acheteur du MINARM, soit exclusivement sur le site de la Plate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). **(Attention : la taille maximale des fichiers acceptés sur PLACE est de 1 GO).**

Ainsi, le candidat qui enverrait son pli sous un autre support que celui du profil d'acheteur (via la PLACE) verra son offre jugée irrégulière au sens de l'article R.2352-1 du code de la commande publique.

Il est à noter qu'au titre de l'article R.2332-14 du code de la commande publique, **l'acheteur préconise que les candidats adressent une copie de sauvegarde.** Cette copie de sauvegarde ne pourra être prise en compte que :

- Lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple : aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne doit pas être utilisé : la copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature – ou l'offre – principale, qui se substitue complètement au document arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

Le pli doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ».

Indépendamment et en dehors de la réception de la copie de sauvegarde dans le délai imparti pour la remise des candidatures ou des offres fixé au RC, **le dépôt d'offre papier ou dématérialisée sur un support électronique par envoi postal ou par porteur n'est pas autorisé.**

## **5-1. Le candidat effectue la transmission par voie électronique**

### ***5-1.1. Modalités de téléchargement***

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) accessible depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant (**mode recommandé par l'acheteur**), de façon à être informé en cas de modification du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), soit en téléchargement anonyme (fortement déconseillé). Seuls les candidats identifiés pourront être informés des modifications susceptibles d'être apportées au DCE.

**Important :** Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique **devra impérativement vérifier** que l'adresse des échanges avec la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

Le cas échéant, la transmission des documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée par voie papier.

### ***5-1.2. Transmission des dossiers par voie électronique via PLACE***

Il est précisé que la signature électronique n'est pas obligatoire pour la remise des plis.

L'opérateur économique va avoir besoin de s'identifier, ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Les documents transmis doivent être compressés.

Les formats utilisés pour la transmission électronique des plis (candidatures et offres) doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai et ne sera pas admis par l'acheteur. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

**NOTA :** chaque envoi, via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), correspond à une offre. Cet envoi doit contenir l'ensemble des pièces décrites à l'article 6 du présent règlement de la consultation.

Si plusieurs envois électroniques sont effectués par le soumissionnaire, seul le dernier pli réceptionné sera ouvert conformément aux dispositions de l'article R.2351-6 du code de la commande publique.

### ***5-1.3. Candidature***

Les opérateurs économiques doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- **lettre de candidature ou formulaire référencé DC 1** dans sa dernière version en vigueur disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> complété dans son intégralité ;
- **déclaration du candidat ou formulaire référencé DC 2** dans sa dernière version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> reprenant l'ensemble des informations demandées au candidat au titre de la consultation et permettant d'établir ses capacités ou l'ensemble des documents mentionnés ci-dessous ;
- **le cas échéant, déclaration de sous-traitance ou formulaire DC4** dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> qui peut être utilisé par les

soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Il est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur uniquement au moment du dépôt de l'offre. En cours d'exécution, la désignation d'un sous-traitant devra suivre les prescriptions de l'article 3.5.2 du C.C.A.P.

## **5-2. La signature électronique**

En application des dispositions de l'arrêté du 12 avril 2018, relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, la mise en œuvre de la signature électronique impose à chaque candidat de disposer :

- d'un **certificat de signature électronique** (clé format USB ou carte à puce), acheté auprès d'un prestataire qualifié et valable généralement de 1 à 3 ans, et conforme au règlement n° 910/2014 dit « eIDAS » ;
- d'un **outil de signature** qui permet d'apposer la signature avec le certificat sur le fichier souhaité. Si le candidat dispose dans son entité d'un parapheur électronique ou d'un outil spécifique pour signer, il n'est pas obligé d'utiliser l'outil de signature mis à disposition sur la plate-forme de dématérialisation de l'acheteur.

L'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant) doit produire des jetons de signature<sup>2</sup> conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés (XAdES, CAdES et PAdES).

Quels que soient les outils utilisés, ils ne doivent pas modifier le document, ce qui porterait atteinte à son intégrité.

### ***5.2.1. Les exigences relatives aux certificats de signature électronique du signataire***

Le certificat de signature électronique du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

#### **1<sup>er</sup> cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification « reconnue » mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue>
- <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-trusted-lists-trust-service-providers>

*Il s'agit de signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié, conforme au règlement eIDAS (pour la France, pour l'Europe).*

- soit la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- soit la signature électronique qualifiée (niveau 4).

*Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.*

#### **2<sup>ème</sup> cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance**

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

<sup>2</sup> Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé) : avec le format XAdES, les informations sur la signature (identité, date...) sont dans le fichier .xml qui est généré. Avec le format PAdES, la signature est identifiable dans le fichier sous forme d'empreinte visible. Dans tous les cas, l'identité du signataire est affichée lors de la création de la signature, puis demeure avec ou dans le fichier.

Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

- **la procédure permettant la vérification** de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)
- **les outils techniques de vérification du certificat** : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- **l'adresse du site internet du référencement** du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

**5.2.2. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers**

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

**Cas 1** : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE).

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

**Cas 2** : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) produire des formats de signature XAdES, CAAdES ou PAdES.
- 2) permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

**NB : la personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société (ou disposer d'une délégation à cet effet).**

**5-3. Modalités de transmission de la copie de sauvegarde (clé USB ou support papier)**

La copie de sauvegarde peut être transmise sur support électronique (clé USB) ou papier contenant :

- le dossier de candidature (cf art. 6-1)
- le dossier de l'offre (cf art. 6-2)

La copie de sauvegarde sera placée dans deux enveloppes, de la façon suivante :

- L'enveloppe intérieure contenant les dossiers portera les mentions suivantes :

Offre  
DAF\_2026\_000236  
MOURMELON LE GRAND (51)  
Quartier Delestraint – 501<sup>ème</sup> RCC – Bâtiment 0043  
Réhabilitation de travées de remisage VHL en ateliers APC et OSAN

Enveloppe intérieure (Copie de sauvegarde)

ENTREPRISE : .....

**NE PAS OUVRIR**

- L'enveloppe sera placée dans une enveloppe extérieure, qui portera l'adresse suivante :

Service d'infrastructure de la défense Nord-Est  
Sous-direction achats exécution budgétaire comptabilité  
Bureau Achats Métier – Pôle 1 – Section Achats Châlons-en-Champagne  
3 rue de la Charrière – CS 30353  
51022 CHALONS-EN-CHAMPAGNE Cedex

**Le pli sera :**

- soit remis contre récépissé à la section achats de Châlons-en-Champagne (horaires d'ouverture du lundi au jeudi, sauf jours fériés, de 08h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h30 ; le vendredi de 08h30 à 11h30). **Aucun pli ne sera réceptionné en dehors de ces horaires** ;
- soit envoyé par voie postale, en recommandé avec avis de réception.

Dans l'un et l'autre cas, le pli devra parvenir à destination (Section achats de Châlons-en-Champagne) avant les dates et heure indiquées en page de garde du présent document.

***NOTA** : en cas de recours à une société de portage de plis, l'administration ne peut être tenue responsable de la présentation de plis en dehors des horaires d'ouverture du service.*

**ARTICLE 6 - CONTENU DES PLIS**

Les dossiers (candidatures et offres) des candidats seront entièrement rédigés en langue française.

Les candidats sont informés que l'administration conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : « EURO ».

Le dossier à remettre par les candidats contiendra les documents nécessaires :

- d'une part à l'analyse de la candidature (article 6-1) ;
- d'autre part au jugement de l'offre (article 6-2).

**Les opérateurs économiques devront obligatoirement réunir les fichiers à déposer (candidatures et offres) dans un répertoire ZIPPE avant de le déposer sur PLACE.**

L'outil zip est en libre téléchargement depuis PLACE entreprise sur [Accueil/Aide/Outils informatiques](https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/aide/outils-informatiques) :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/aide/outils-informatiques>

## 6-1. Dossier candidature

### **6-1.1 Généralités**

La sélection des candidatures se fera conformément aux dispositions de l'article L.2342-1 et des articles R.2342-1 à R.2342-15 du code de la commande publique.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des articles L.2341-1 à L.2341-5 du code de la commande publique ou qui, le cas échéant, après mise en oeuvre des dispositions du I de l'article R.2344-1, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces et renseignements demandés ci-après ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Les candidats doivent justifier et apporter la preuve de leurs capacités juridiques, économiques, financières, techniques et professionnelles à réaliser **toutes les prestations pour lesquelles ils se portent candidats**.

Les capacités s'apprécient globalement tous opérateurs économiques confondus composant la candidature.

A cette fin, il sera fourni obligatoirement **pour chaque opérateur économique**, les renseignements concernant la situation propre du candidat, les justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique, les renseignements et les formalités nécessaires pour l'évaluation de leurs capacités économique et financière, professionnelle et technique minimales requises.

Pour présenter ces renseignements, l'acheteur invite le candidat à utiliser les imprimés DC1 et DC2 joints au présent dossier de consultation et qui contiennent certains des éléments demandés.

Les candidats ne sont plus tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation, lorsque les conditions introduites selon les articles R.2343-14 et R.2343-15 du code de la commande publique sont remplies. PLACE propose un dispositif de coffre-fort numérique permettant le dépôt des attestations fiscales et sociales, accessibles dans le cadre de la remise d'une offre électronique.

### **6-1.2. Pièces à fournir par l'opérateur économique unique ou le groupement d'opérateurs économiques (cotraitants)**

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les documents et renseignements ci-dessous sont à fournir pour chaque membre du groupement (à l'exception du DC1 qui est commun à tous les membres du groupement).

Les documents et renseignements à fournir sont :

#### 6-1.2.1 - Situation juridique

- Lettre de candidature (formulaire DC1), incluant notamment :
  - l'information selon laquelle le candidat se présente seul ou en groupement ;
  - une déclaration sur l'honneur certifiant que le candidat a satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales (articles L.2341-1 à L.2341-3 et L.2341-5 du code de la commande publique et et articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés).
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la ou les copies des jugements prononcés à cet effet. **Les entreprises devront justifier de leur habilitation à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.**

#### 6-1.2.2 - Capacités économiques et financières/niveau minimum exigé

a) renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2), mentionnant le chiffre d'affaires des trois dernières années.

b) niveau spécifique minimal exigé : aucun minimum exigé.

#### 6-1.2.3 - Capacités techniques et professionnelles/niveau minimum exigé

- **Liste de références** de travaux exécutés au cours des trois dernières années et de même nature que ceux faisant l'objet de la présente consultation.

Cette liste, qui se limitera à quelques références pertinentes et vérifiables sur des opérations de nature et complexité comparables, sera détaillée et fera obligatoirement ressortir, pour chaque référence :

- l'objet, avec indication des caractéristiques principales, en précisant ceux intégrant la valorisation des déchets et leur taux ;
- le montant ;
- l'époque de réalisation (date) ;
- le lieu d'exécution ;
- les organismes ou maîtres d'ouvrage pour lesquels les travaux ont été réalisés, avec indication des coordonnées d'un correspondant du maître d'ouvrage ou de l'organisme chargé de l'opération.

**Cette liste est à fournir dans tous les cas pour chaque opérateur économique (le cas échéant, l'ensemble des membres du groupement).**

En l'absence de telles références ou en cas de références insuffisantes, le candidat produira tous les éléments nécessaires à l'appréciation de ses capacités notamment ses qualifications professionnelles (expériences et qualification des personnels) et ses moyens.

La preuve des capacités techniques et professionnelles peut être apportée :

- par tout moyen à sa convenance notamment par des certificats de bonne exécution de travaux,
- par des certificats de qualifications professionnelles, par des certificats d'identité professionnelle,
- par des certificats de qualité.

Les entreprises de création récente sont invitées à justifier de leurs capacités financières, techniques, ainsi que de leurs références professionnelles par tout moyen.

Le niveau de qualification souhaité est le suivant (ou références similaires) :

Référence qualification	Intitulé qualification
QUALIBAT 4412	Métallerie – technicité confirmée
QUALIBAT 2112	Maçonnerie et béton armé courant – technicité confirmée

#### **6-1.3 Prise en compte des capacités d'autres opérateurs économiques (autres que cotraitants) :**

Pour justifier de ses capacités, le candidat, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre cet (ces) opérateur(s) (sous-traitant en particulier) et lui-même.

Les pièces à fournir pour chacun de ces opérateurs économiques sont les suivantes

- pour chaque opérateur économique présenté, le candidat produira les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés (cf. article 6-1.2 ci-dessus) ;
- en outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de cet opérateur, conformément au cadre joint au présent règlement (annexe 1 au RC – Attestation de mise à disposition).

Si l'opérateur économique est une filiale, le candidat fournira en plus la preuve de son statut de filiale par tout moyen à sa convenance (organigramme, etc.).

#### **6.1.4- Marché sensible**

Le projet de contrat est sensible, conformément aux dispositions de l'annexe 33 de l'instruction générale interministérielle (IGI 1300) sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 13 novembre 2020 portant approbation de ladite instruction.

**La recevabilité de la candidature est subordonnée, pour les candidats (et chaque société en cas de groupement d'opérateurs économiques), à la fourniture :**

- d'un extrait du registre du commerce et des sociétés (K bis) original ou équivalent de moins de trois mois avec flash code valide ;
- d'une fiche de renseignements du dirigeant ayant le pouvoir d'engager la société (annexe 3 du RC) ;
- d'une copie recto-verso de la pièce d'identité ou du passeport du dirigeant ayant le pouvoir d'engager la société.

Les documents à fournir sont des originaux ou copiés scannés.

Aux termes de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, dans le cadre de l'instruction d'une demande de contrôle primaire pour un candidat, un avis avec réserve du service enquêteur compétent pour le ministère des Armées et des Anciens combattants peut conduire le maître d'ouvrage ou son délégataire à écarter la candidature concernée.

**En conséquence, chacun des candidats sélectionnés (ensemble des opérateurs économiques en cas de groupement) fera l'objet d'un contrôle primaire. L'attribution du marché est conditionnée à la validation du contrôle primaire pour l'attributaire pressenti.**

**NB : la fiche de renseignements n'est pas à fournir lorsque l'entreprise possède une attestation d'habilitation aux informations ou supports classifiés (ISC) en cours de validité, qu'elle devra dans ce cas produire à son dossier, accompagnée de l'attestation de non changement de la personne morale. De même, celle-ci n'est pas à fournir si l'entreprise a déjà fait l'objet d'une demande de CPPM auprès de du SID Nord-Est et que celle-ci a été validée. L'entreprise devra juste transmettre la référence et la date de fin de validité.**

#### **6-2. Présentation de l'offre**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra obligatoirement les pièces suivantes :

- 1) la décomposition du prix global forfaitaire** : cadre ci-joint à compléter et dater ;
- 2) le mémoire technique** détaillant les dispositions que le soumissionnaire se propose d'adopter pour l'exécution des travaux (cf. contenu du mémoire à l'article 7.2 ci-après) ;
- 3) le SOGED** dûment complété ;
- 4) le certificat de visite des lieux** délivré par le maître d'œuvre ou son représentant ;
- 5) la fiche de renseignements – contrat sensible** (annexe 3 du RC) renseignée et signée ;
- 6) l'acte d'engagement** complété et signé, accompagné des formulaires DC4 éventuels (en cas de sous-traitance) ;
- 7) un relevé d'identité bancaire ou postal.**

***L'absence de l'une des pièces énumérées de n° 1 à n° 5 rend l'offre irrégulière.***

***Les cadres fournis par le service d'infrastructure doivent impérativement être renseignés, sous peine d'offre irrégulière.***

### **6-3. Pli de sauvegarde**

La remise d'un support informatique (clé USB de sauvegarde) OU d'un support papier de sauvegarde contenant l'ensemble du dossier de candidature et de l'offre est fortement préconisée.

Le titulaire adressera son pli selon les modalités définies au paragraphe 5.3 supra.

## **ARTICLE 7 – JUGEMENT DES OFFRES**

Le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué selon les critères suivants :

- prix : 60 points
- valeur technique : 30 points
- caractéristiques environnementales : 10 points

La **note finale** de chaque soumissionnaire sera constituée par l'addition de la note obtenue au titre de chacun des critères.

Nota : En cas d'égalité arithmétique de la note finale (valeur prix + valeur technique + caractéristiques environnementales), le critère prix sera prépondérant.

### **7-1. La notation du critère prix**

- offre conforme présentant le prix le plus bas : 60 points

- calcul du nombre de points pour une autre offre :

$$N_p = 60 * (O_{md}/O)$$

$N_p$  est la note de l'offre considérée

$O$  est le montant de l'offre étudiée

$O_{md}$  est le montant de l'offre la moins-disante

### **7-2. La notation du critère valeur technique**

Le jugement des offres au titre du critère de la « valeur technique » se fera au regard du mémoire technique.

Le candidat s'attachera obligatoirement à formuler son mémoire technique selon, et dans l'ordre, les différents critères et sous-critères définis ci-après, en répondant spécifiquement aux renseignements demandés, tels que précisés.

**Si le mémoire technique ne respecte pas la trame des sous-critères de notation, le candidat sera pénalisé par un malus de 5 points sur sa note technique.**

Chaque sous-critère de la valeur technique sera noté à partir de l'échelle de notation suivante :

- 100% : Très satisfaisant. L'offre dépasse largement les attentes, répond parfaitement aux exigences et propose des solutions innovantes ou supplémentaires.
- 75% : Satisfaisant. L'offre répond globalement aux exigences, mais pourrait être améliorée ou complétée sur certains points.
- 50% : Moyen. L'offre répond de manière succincte aux exigences, avec des lacunes notables sur certains aspects.
- 25% : Insuffisant. L'offre ne répond que partiellement aux exigences, avec de nombreux points mal traités ou absents.

• 0% : Très insuffisant ou inexploitable. L'offre ne permet pas d'évaluer le sous-critère en raison de documents inexploitable, d'informations manquantes ou d'absence de réponse.

#### A. Calendrier et organisation (noté sur **10 points**)

- Planning d'exécution détaillé des prestations comprenant, un diagramme de type GANTT avec légende et durée précise des différentes prestations, l'identification du chemin critique, mis en évidence en rouge sur le diagramme de type GANTT, l'identification des acteurs, des périodes d'essais, des remises de rapport et des validations - **6 points**
- Production d'un document de 10 pages A4 recto/verso maximum (annexes comprises) comprenant : (**4 points total**)
  - l'organisation du chantier au travers d'un plan d'installation de chantier sous forme de croquis/schéma (incluant à minima les zones de travaux, stockage et circulation) - **2 points**.
  - les mesures prises pour limiter les nuisances (bruit, poussière, trafic, coactivité,...) par rapport aux tiers en phase chantier (régiment) - **2 points**.

#### B. Réalisations techniques et méthodologie (noté sur **12 points**)

- Rédaction d'une note analytique limitée à 10 pages A4 recto/verso (annexes comprises) détaillant :
  - les objectifs généraux du projet, les spécificités techniques du projet liées aux objectifs particuliers (qualité de l'air, contrôle d'accès, durcissement, ...), méthodologie et procédés garantissant la durabilité des ouvrages par rapport à l'utilisation future - **8 points**.
  - 1 page A4 recto verso maximum détaillant les interfaces entre les corps d'état, les risques techniques associés et les solutions pour minimiser les délais, anticiper les interactions et gérer les imprévus. - **4 points**.

#### C. Moyens humains (noté sur **8 points**)

- Organigramme de chantier incluant les rôles et responsabilités de chaque membre, insistant sur les rôles dans le contrôle qualité - **4 points**.
- Curriculum Vitae du chef de chantier, présent sur le chantier et supervisant au quotidien les travaux et la mise en œuvre ; mettant en avant son expérience sur des projets faisant appel à des techniques similaires - **4 points**.

#### **Note éliminatoire :**

Toute offre ayant obtenu une note technique strictement **inférieure à 15 points sur 30** sera éliminée et ne sera pas classée (malus compris) .

### **7-3. La notation du critère caractéristiques environnementales**

Chaque sous-critère sera noté à partir de l'échelle de notation suivante :

- 100% : Très satisfaisant. L'offre dépasse largement les attentes, répond parfaitement aux exigences et propose des solutions innovantes ou supplémentaires.
- 75% : Satisfaisant. L'offre répond globalement aux exigences, mais pourrait être améliorée ou complétée sur certains points.
- 50% : Moyen. L'offre répond de manière succincte aux exigences, avec des lacunes notables sur certains aspects.
- 25% : Insuffisant. L'offre ne répond que partiellement aux exigences, avec de nombreux points mal traités ou absents.

• 0% : Très insuffisant ou inexploitable. L'offre ne permet pas d'évaluer le sous-critère en raison de documents inexploitables, d'informations manquantes ou d'absence de réponse.

- Présentation du SOGED dédié au projet décomposé comme suit : **(5 points total)**

La notation ne portera pas sur la simple conformité réglementaire du document, mais sur sa **qualité**, sa **pertinence** et sa **valeur ajoutée technique** selon la répartition suivante :

Sous-critères	Éléments attendus	Note
Clarté et précision	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Planning détaillé de gestion, de tri et d'évacuation des déchets.</li> </ul>	<b>1 point</b>
Pertinence des choix et optimisation des flux	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Identification et priorisation claires des filières de valorisation et de recyclage par rapport à l'élimination pure et simple.</li> <li>▪ Fréquence d'évacuation et logistique optimisée des flux sur site (limitation des manutentions secondaires, optimisation du compactage et du transport).</li> </ul>	<b>2 points</b>
Suivi et traçabilité	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Méthodologie claire de traçabilité (gestion des bordereaux de suivi des déchets par type, suivi des registres).</li> <li>▪ Définition claire des responsabilités des différents acteurs sur le site.</li> </ul>	<b>1 point</b>
Réduction globale de l'impact environnemental	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Démarches concrètes pour limiter les nuisances associées au stockage et au transport des déchets (poussières, bruit, propreté des abords).</li> </ul>	<b>1 point</b>

- Présentation des matériaux et matériels permettant l'optimisation des besoins de maintenance **(5 points)**.

La notation de ce critère ne s'appuiera pas sur une simple déclaration d'intention, mais sur la capacité du candidat à démontrer l'optimisation des besoins de maintenance futurs à travers le choix raisonné des matériaux et matériels proposés.

Le candidat devra fournir une note technique détaillant les caractéristiques des matériaux et matériels clés mis en œuvre permettant d'évaluer la performance, durabilité des composants et optimisation de l'entretien.

Cette note comprendra les éléments suivants :

- Justification de la durée de vie estimée des équipements et matériaux majeurs (fourniture des fiches techniques fabricants ou certifications).
- Présentation claire de la fréquence réelle de maintenance préventive requise pour chaque équipement proposé (périodicité des interventions, accessibilité des pièces d'usure, simplicité des protocoles d'entretien).

#### ARTICLE 8 – TRAITEMENT DES ERREURS MATERIELLES

En cas d'erreurs matérielles constatées dans les documents remis par les candidats dans leurs offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire procéder à leur rectification, sous réserve que ces erreurs soient purement matérielles et qu'elles ne modifient pas substantiellement le contenu de l'offre.

Les erreurs matérielles concernées incluent notamment les erreurs de calcul ou les erreurs de transcription. Ces rectifications seront effectuées dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement entre les candidats.

Les rectifications seront intégrées dans l'évaluation des offres, sous réserve de l'accord du candidat concerné. En l'absence d'accord ou en cas de refus de rectification, l'offre pourra être considérée comme irrégulière et exclue de la procédure.

Le traitement des erreurs matérielles ne pourra en aucun cas conduire à une modification substantielle des termes de l'offre, ni à une remise en cause des principes fondamentaux de la commande publique.

## ARTICLE 9 – ATTRIBUTION, NOTIFICATION DU MARCHÉ

Seul le soumissionnaire retenu au terme du classement des offres doit produire les pièces prévues aux articles R.2343-7 à R.2343-15 du code de la commande publique en application des articles L.2341-1 à L.2341-5. Les présentes dispositions s'appliquent aux éventuels cotraitants et sous-traitants.

Si ces documents ne sont pas joints dans la réponse initiale, des formalités préalables à l'attribution et à la notification du marché sont engagées avec l'attributaire pressenti par l'acheteur via PLACE.

**ATTENTION !** Les délais octroyés n'ont pas pour effet de permettre à l'attributaire de se procurer un certificat de signature électronique, ni d'effectuer les démarches administratives de régularisation auprès des administrations et organismes compétents.

### **9-1. Formalités : Documents à fournir par l'attributaire du marché**

Le marché ne sera attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de **cinq jours**, à compter de la date de réception de la demande de l'administration :

- les justificatifs mentionnés aux articles R.2343-7 à R.2343-15 du code de la commande publique (articles R.2344-1 à R.2344-4 du code précité) ;
- dans le cas où l'acte d'engagement n'a pas été transmis signé dans l'offre, l'acte d'engagement correspondant à l'offre retenue par le représentant du pouvoir adjudicateur, dûment signé par la (les) personne(s) habilitée(s) et accompagné du (des) pouvoir(s) d'engager la (les) société(s). Le cas échéant, l'acte d'engagement sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement (formulaire DC4) ;
- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-1 à 1792-4 du Code civil et couvrant les dommages aux existants imputables aux travaux neufs ou nouveaux réalisés dans le cadre du présent marché et soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. à l'article 241-1 du code des assurances);
- tout document complémentaire éventuel (mise au point notamment) demandé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

**Cette obligation concerne toutes les entreprises désignées au marché.**

A défaut d'avoir produit l'ensemble des documents demandés dans le délai prescrit, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra déclarer l'offre irrégulière au titre de l'article L.2352-1 du code de la commande publique. En conséquence, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées

### 9.2. Transmission des documents justificatifs et autres moyens de preuves

Les justificatifs et les moyens de preuve mentionnés à l'article R.2343-9 du code de la commande publique et demandés à l'article 9-1 ci-dessus ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer un lot du marché.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposés par le(s) soumissionnaire(s) sur la plateforme en ligne « e-Attestations » mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>.

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGIFP,...

Aussi le candidat n'aura qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php:comment-ca-marche/pour-les-declarants>.

Toutefois les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu. Dans ce cas, ils peuvent indiquer dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis (dispositif dites-le nous une fois ou DLNUF).

### 9.3. Fin de procédure et notification

Le marché est définitivement attribué une fois ces formalités préalables correctement remplies.

Après signature de l'acte d'engagement (voire de la mise au point) par le représentant du pouvoir adjudicateur, le marché est notifié, conformément aux dispositions de l'article R.2382-4 du code de la commande publique.

NB : Le titulaire devra s'assurer que la ou les personne(s) habilitée(s) à engager la société dispose(nt) d'un certificat de signature électronique valide sur toute la durée du marché, de façon à pouvoir signer les actes modificatifs (actes de sous-traitance, modifications du marché, décisions...) qui interviendront en cours d'exécution du marché.

## **ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tout renseignement complémentaire nécessaire à la remise de leur offre, les candidats devront faire parvenir **au plus tard dix (10) jours au moins avant la date de remise de l'offre** une demande écrite via la PLACE : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence de la consultation, projet n° **DAF\_2026\_000236**.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré un dossier.

Metz, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur